



**SNESUP-FSU**  
**SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**  
78, rue du Faubourg Saint-Denis  
75010 - PARIS  
Tél. : 0144799621  
Courriel : [sg@snesup.fr](mailto:sg@snesup.fr)

*Paris, le 22 juillet 2016*

## **Communiqué de presse du SNESUP-FSU**

---

### **PÉRIL SUR LA VILLE D'ALEP**

Depuis 2012, le SNESUP-FSU a appelé à plusieurs reprises à la solidarité avec l'université d'Alep contre la répression du régime de Bachar Al-Assad, et en soutien aux étudiant.e.s et universitaires syrien.ne.s engagé.e.s pour la démocratie et la justice sociale en Syrie.

Par la suite, la population d'Alep a entrepris de s'affranchir de la dictature et s'est engagée dans la voie d'une société civile en se dotant à cet effet d'instances librement élues. Mais depuis le printemps 2016, la ville d'Alep est la cible de frappes aériennes et d'un siège par l'armée du régime qui vise à soumettre de nouveau sa population. Si l'Accord russo-américain de Genève entré en vigueur le 30 avril stipule une trêve des combats en Syrie, trêve certes éphémère jusqu'ici, il prévoit d'y déroger pour la ville d'Alep qui de ce fait est aujourd'hui gravement menacée.

Selon l'organisation syrienne des droits de l'Homme (OSDH) depuis le 22 avril 2016, date du début de l'offensive aérienne de Bachar Al Assad contre Alep et jusqu'au 18 juillet 2016 (87 jours), plus de 914 civils ont trouvé la mort sous les bombes du régime et de l'aviation russe, dont 204 enfants et 143 femmes, et plus de 5700 blessé.e.s. Depuis plus d'une semaine, fort de l'appui des mercenaires iraniens et des miliciens de Hezbollah soutenus par l'aviation russe, le régime syrien vient de couper l'unique voie de ravitaillement en nourriture pour les 300 000 civils vivant à Alep.

La prise d'Alep par le régime de Bachar Al Assad porterait un coup déterminant au projet d'une Syrie libre et démocratique.

Le SNESUP-FSU appelle à faire connaître les menaces qui visent la ville d'Alep et sa population. Il invite le gouvernement français et l'Union européenne à mener des actions diplomatiques pour s'opposer à ce massacre annoncé, pour que soit levé le siège de la ville, pour que ses habitant.e.s reçoivent des vivres ainsi que des garanties contre toute agression, pour que reste possible l'horizon d'une Syrie libre et démocratique.